

LIVRES EN DEBAT

A l'eau de Vichy

Par Angelo Rinaldi,
de l'Académie française

AUTOUR DE CE LIVRE ^{1/}, vivante comptabilité de l'infamie au jour le jour, quel silence... Et cela en dépit de la qualité des parrains : une préface de l'historien Emmanuel Le Roy Ladurie et une présentation de l'écrivain Philippe de Saint-Robert, que des liens d'amitié unissent à la famille d'un auteur qui n'avait nul souci de littérature et n'attendait aucun succès de la postérité.

Un Saint-Simon, oui, mais pas celui qui serrait ses papiers dans une malle de fer, sans doute animé de la même espérance que l'acquéreur d'une grille du Loto aujourd'hui.

Aussi bien placé que le petit duc l'était à Versailles, et se cachait de prendre des notes la nuit à la chandelle dans l'arrière-chambre de son logis, Antoine Delenda est aux avant-postes, à Vichy, ministre plénipotentiaire aux affaires commerciales. Il écrit son journal. Inventorie, énumère, comme on se pince, au spectacle de choses à n'en pas croire ses yeux : démission et débandade au plus haut niveau, mascarade de « l'État français », crépitement des ambitions sur un cadavre, dames chapeautées, recalés au suffrage universel, s'abatant sur les chambres de bonne de l'Hôtel du Parc, où siège Pétain, bon pied bon œil, comme autant de mouches sur des excréments, tandis que se poursuit le pillage méthodique des ressources du pays, au

mépris même des clauses de l'armistice.

Dès 1940, ce haut fonctionnaire, grand blessé de la guerre de 14-18, comprend la situation aussi bien que de Gaulle, partageant l'analyse d'un Américain qui, sur place, devine tout de suite de quoi il retourne avec cette demande d'armistice formulée au plus mauvais moment, s'il y en avait un qui fût opportun. Elle achève de miner le moral d'une armée qui avait encore la possibilité de combattre : « L'ambassadeur Bullitt quitte la France définitivement, note Delenda. Il est furieux contre nous, notre attitude servile vis-à-vis des Allemands, notre nazification, la forme donnée au gouvernement qui est une copie de la constitution hitlérienne. » Saurait-on mieux dire ?

On est parfois prophète en son pays : opposant de l'intérieur et enseignant la résistance, Delenda, remis en quelques semaines de ses illusions au sujet du maréchal, assiste à un spectacle tel que, si on ne le savait pas être un témoin oculaire, on serait tenté de penser qu'il ajoute du noir au noir. Mais non, il était là quand s'élaboraient ces lois raciales qui le bouleversent, quand, parmi les ministres, c'était à qui serait le plus prompt à devancer les diktats des vainqueurs : « Vous voulez des juifs étrangers, je vous fournis des Français en prime. »

Parcouru par les frémissements d'indignation d'un honnête homme, que scandalisent les festins des Excellences alors que le pays, pressuré, meurt de faim, ce témoignage tire sa force de ce qu'il aligne, s'ils passent l'imagination, des faits irréfutables, nous inspirant souvent « Trop,

^{1/} Antoine Delenda, *Vichy, journal d'un opposant de l'intérieur*. 532 p. François-Xavier de Guibert éditeur. 28 €.

LIVRES EN DÉBATS

c'est trop », au fil de cette descente dans la boue à laquelle se livre, ivre de joie, ce beau monde.

Delenda côtoie les principaux acteurs autant que les exécutants, du haut au bas de l'échelle. Terrible, le portrait de Laval, prêt à tout céder, Alsace-Lorraine, Corse, Nord, Pas-de-Calais, pourvu qu'on ne touche pas à sa fortune d'ancien avocat et d'empereur des médias, lui, l'ancien député SFIO d'Aubervilliers. Terrifiante, la peinture de l'amiral Darlan, « vaniteux », « sot », et par surcroît menteur, puisque, tout à sa haine de l'Angleterre, il dissimule ce qui eût sauvé la flotte à Mers El-Kébir.

D'où sortaient la plupart de ces aventuriers ? Des « élites », des meilleurs, la gauche d'hier fournissant son contingent, syndicalistes compris, et un personnel politique qui n'a pas étanché sous la III^e République sa soif de prébendes et d'honneurs. Tandis que Léon Blum, après le fiasco de son procès à Riom, est déporté, et Paul Raynaud aussi, qui avait d'emblée compris l'intérêt de la théorie de l'usage des blindés d'un obscur colonel de Gaille.

Comme à la faveur de secousses sismiques qui, fendillant le sol, feraient émerger des larves à la lumière du soleil, apparaissent bien d'autres figures, de Benoist-Méchin, Charlus affolé par les blondeurs de la Wehrmacht, à Fernand de Brinon, nobliau décaqué, ancien chroniqueur hippique, qui sera – on rêve – ambassadeur de France à Paris. Les nazis le pensionnaient déjà avant la guerre.

Ce que distingue bien le consul général Delenda, c'est que, une fois pris dans la spirale de la collabo-

ration, la peur du bolchevisme servant d'accélérateur, et la peur des possédants tout court, aucun retour en arrière n'est possible. Comme si l'assujettissement, pareil à la prise de coke, exigeait pour l'organisme une augmentation de la dose suivante. Sans fin, les concessions de Laval et consorts. Sans terme, l'incapacité de Pétain, au gâtisme plus présumé que prouvé, à donner un coup d'arrêt au zèle de ses serviteurs. Le nonagénaire, à l'appétit robuste et qui va toujours acquiesçant, n'a pas l'air de mesurer à quel point son pouvoir se réduit. On sait par ailleurs qu'il se figurera en détenir encore une parcelle au château de Sigmaringen où, en haut d'un mât, le tricolore flotte à côté de la croix gammée. L'épisode, qui, s'il n'était tragique serait carnavalesque, attend encore son cinéaste, auquel il faudra d'excellents maquilleurs, pour restituer certaines trognes.

Rattrapé par les séquelles de ses blessures, Delenda meurt en 43, non sans avoir noté que les banques, dans tous les cabinets ministériels au bord de l'Allier, avaient leurs discrets représentants : pendant le carnage, les affaires continuent.

On remercie le fils de l'auteur, et l'éditeur aussi, d'avoir exhumé des tiroirs ces notes sans apprêt, d'en avoir compris toute la valeur. Sans oublier, atteignant, sans l'avoir cherché, la littérature, l'émotion d'un cœur qui souffre et sous la poussée duquel craque le corset du diplomate de carrière. Il n'aura pas vu la victoire mais, avec Stalingrad, aperçu – c'est son terme – « l'aurore ».

Impossible aux futurs historiens de ne pas le consulter.

FREDRIC JAMESON NOSTALGIE RÉVOLUTIONNAIRE

Nostalgie révolutionnaire**Le moment anticapitaliste romantique dans la critique culturelle de Fredric Jameson**

Michaël Löwy

FREDRIC JAMESON est un penseur *anticapitaliste*, et cette prise de position traverse, comme un fil rouge théorique et politique, toute sa *Kulturkritik*. Bien sûr, il s'agit d'un anticapitalisme *dialectique*, reconnaissant, comme Marx l'avait fait dans le *Manifeste communiste*, que le capitalisme est à la fois la meilleure chose et la pire qui soit jamais advenue à l'humanité (je cite ici un passage du célèbre essai de Jameson de 1984 sur la postmodernité). Mais restons-en, pour le moment, dans l'instance négative et, en particulier, dans sa dimension romantique. Il y a un *moment anticapitaliste romantique* dans les réflexions de Jameson.

La majorité des travaux académiques sur le romantisme sont fondés sur la présupposition apparemment évidente qu'il s'agit d'un mouvement littéraire du début du XIX^e siècle. A mon avis cette présupposition est doublement fautive : le romantisme est beaucoup plus qu'un phénomène littéraire – même si, bien entendu, il inclut une composante littéraire importante – et il n'a terminé son

^{1/} J'ai développé ce concept de romantisme anticapitaliste, inspiré par Lukacs mais avec des conclusions très différentes, dans le livre écrit avec mon ami Robert Sayre, *Révolte et mélancolie. Le romantisme à contre-courant de la modernité*, Paris, Payot, 2000. Il a été publié en anglais dans la collection dirigée par Fredric Jameson, « Post Contemporary Interventions » chez l'éditeur Duke University Press. Le livre de Fredric Jameson, *Fables of Aggression: Wyndham Lewis, the Modernist as Fascist*, London, Verso, 2008, est un exemple fascinant d'étude marxiste d'un romantisme anticapitaliste réactionnaire.

parcours ni en 1830 ni en 1848. En tant que protestation culturelle contre la civilisation industrielle/capitaliste moderne, inspirée par des valeurs pré-capitalistes, le romantisme est une des principales formes de la culture moderne, qui s'étend de Jean-Jacques Rousseau à nos jours.

La critique romantique de la réification, l'abstraction, la quantification et le désenchantement du monde intrinsèques au capitalisme se réfère toujours à un passé idéalisé – réel ou imaginaire –, mais elle n'est pas nécessairement régressive : elle peut prendre des formes aussi bien réactionnaires que révolutionnaires. Dans le premier cas, elle rêve d'un – impossible – retour au passé ; dans le deuxième, il s'agit d'un détour par le passé, vers un avenir utopique. Dans le romantisme révolutionnaire, dont Jean-Jacques Rousseau, William Blake, William Morris, Gustav Landauer, André Breton représentent quelques exemples, on trouve une dialectique *sui generis* entre le passé et l'avenir : la nostalgie pour le paradis perdu est investie dans la lutte pour une culture et une société post-capitalistes émancipées ^{1/}.

Je vais essayer d'illustrer ce moment anticapitaliste romantique dans la critique culturelle de Jameson par quelques commentaires sur son livre « classique », *Marxism and Form* (1971). Je commencerai par deux citations, l'une de Walter Benjamin et l'autre de Fredric Jameson lui-même. Première citation : « Jamais dans aucune des civilisations antérieures, les grandes préoccupations métaphysiques, les questions fondamentales de l'être et du sens de la vie, n'ont semblé aussi radicalement lointaines et insignifiantes. »

LIVRES EN DÉBATS

Deuxième citation : « Notre activité sociale a perdu de son sérieux métaphysique [...]. Elle est devenue une affaire de civilisation, comme la lumière électrique. »

On pourrait se livrer au jeu de la devinette : quel est l'auteur de la première citation et quel est celui de la deuxième ? Les lecteurs avisés auront trouvé la réponse : Jameson pour la première, Benjamin pour la seconde... Mais la ressemblance est frappante ! La citation de Jameson est extraite de *Marxism and Form* et celle de Benjamin d'un écrit de jeunesse peu connu, *Dialog über die Religiosität der Gegenwart* (1912) – une pièce étonnante qui se réclame du romantisme et rêve d'un socialisme religieux inspiré par les « aspirations révolutionnaires héroïques » du passé ^{2/}.

Comme ce texte de Benjamin n'a été publié dans ses œuvres complètes (*Gesammelte Schriften*) qu'en 1977, Jameson ne pouvait pas le connaître quand il a écrit ces lignes. Cette « coïncidence » témoigne simplement d'une attitude qui leur est commune : la nostalgie romantique pour quelque chose d'important – désigné ici comme « métaphysique » – qui a été perdu dans la civilisation (bourgeoise) moderne.

Nostalgie ? Mais la nostalgie pour le passé n'est-elle pas inévitablement associée à des points de vue régressifs et réactionnaires ? Nous pou-

^{2/} Walter Benjamin, *Gesammelte Schriften*, Frankfurt am Main, Suhrkamp Verlag, 1977, Band II, 1, p. 19, 25.

^{3/} Fredric Jameson, *Marxism and Form, Twentieth-Century Dialectical Theories of Literature*, Princeton, Princeton University Press, 1971, p. 82.

^{4/} *Ibid.*, p. 113-115. Un argument tout à fait similaire se trouve dans différents écrits de Benjamin, datant des années 1935-1938, notamment à propos des théories du matriarcat de Bachofen.

vons trouver dans *Marxism and Form* un commentaire sur la nostalgie qui révèle, de façon frappante, à la fois la profonde compréhension de Walter Benjamin par Jameson, et sa propre sympathie pour la nostalgie révolutionnaire :

« Si la nostalgie comme motivation politique est le plus souvent associée avec le fascisme, il n'y a pas de raison pour qu'une nostalgie consciente d'elle-même, une insatisfaction lucide et impitoyable (*remorseless*) à l'égard du présent, sur la base d'une plénitude remémorée, ne puisse pas fournir une stimulation révolutionnaire aussi adéquate que tout autre : l'exemple de Benjamin est là pour le prouver ^{3/}. » Nous avons ici, bien entendu, une définition précise du type d'anticapitalisme propre à Jameson lui-même : une insatisfaction lucide et impitoyable à l'égard de l'état présent du monde... D'ailleurs, le moment de nostalgie, c'est-à-dire de romantisme anticapitaliste, n'est-il pas présent chez la plupart des théoriciens dialectiques discutés dans *Marxism and Form* ? Par exemple, selon Jameson, pour Herbert Marcuse, « l'énergie primordiale pour l'activité révolutionnaire dérive de la mémoire d'un bonheur préhistorique ». L'origine de la pensée utopique est en rapport avec « la mémoire inconsciente d'un paradis préhistorique dans la psyché individuelle », qui a son équivalent anthropologique dans « la valorisation par Marx et Engels de l'étape du communisme matriarcal dans le développement social » ^{4/}.

Quant à Ernst Bloch, sa critique féroce de la civilisation capitaliste moderne, ainsi que ses « paysages-du-désir » de l'avenir ne peuvent pas

FREDRIC JAMESON NOSTALGIE RÉVOLUTIONNAIRE

être dissociés de sa nostalgie pour les cathédrales du passé et leur mystère. Selon Jameson, « c'est précisément ce sens du mystère ou du merveilleux, qu'il soit transmis par le Surréalisme, par des natures mortes flamandes, ou par le glorieux cadre d'une Madone de la Renaissance, qui est nié par la civilisation moderne, dont l'accomplissement le plus incontestablement original, sont, selon Bloch, « les salles de bain modernes et les WC », constructions qui constituent « des formes aussi sûres que les cathédrales dans l'art gothique, la dominante architectonique autour de laquelle le reste du style de la période s'organise »^{5/}. » Bloch est certainement injuste envers l'architecture moderne, mais sa comparaison sarcastique et dévastatrice est un exemple brillant d'ironie anticapitaliste romantique.

Ce n'est pas un hasard si Jameson mentionne ici le mouvement surréaliste, qui célèbre le merveilleux comme une des ses valeurs les plus précieuses. Walter Benjamin, qui a publié en 1929 un brillant essai d'interprétation marxiste du surréalisme, Ernst Bloch, qui a donné le titre de « Surréalismes pensants » au dernier chapitre de son livre *Héritage de ce temps* (1935), et Herbert Marcuse, qui a engagé un dialogue soutenu avec le Groupe surréaliste de Chicago dans les années 1970, partageaient une passion commune pour ce mouvement, qui représente sans doute au xx^e siècle l'expression la plus subversive de la protestation romantique/révolutionnaire contre la civilisation bourgeoise occidentale. Bien entendu, du point de vue des histoires de la littérature convenues et dominantes, un mouvement roman-

tique au xx^e siècle ne fait pas sens. Cependant, Fredric Jameson, tout aussi intéressé par le surréalisme en 1971 que les trois dialecticiens discutés dans son livre, n'hésite pas à mettre en lumière sa nature romantique, dans le contexte d'une discussion sur Schiller et Marcuse. Tandis que le premier romantisme était essentiellement une réaction de défense contre « la transformation sans précédent du monde dans l'environnement stérile et matérialiste du capitalisme bourgeois », va surgir au xx^e siècle un nouveau type de romantisme, qui aspire à « réinventer prophétiquement » la vision de Schiller « d'une liberté, dans l'esprit et la lettre, en poésie et politique à la fois ». Jameson cite ici un passage du *Deuxième manifeste du Surréalisme* (1930) : « En ce moment, dit le porte-parole de ce nouveau romantisme [André Breton] quand les autorités en France font des préparatifs grotesques pour célébrer le centenaire du romantisme, nous disons, nous, que ce romantisme dont nous voulons bien, historiquement, passer aujourd'hui pour la queue, *mais alors la queue tellement préhensile*, de par son essence même en 1930 réside tout entier dans la négation de ces pouvoirs et de ces fêtes, qu'avoir cent ans d'existence pour lui c'est la jeunesse, que ce qu'on a appelle à tort son époque héroïque ne peut plus honnêtement passer que pour le vagissement d'un être qui commence

^{5/} *Ibid*, p. 148-149. On trouve des thèses équivalentes dans les œuvres de jeunesse de Lukacs, comme *La Théorie du roman* (1916), où, selon Jameson, « l'analyse du roman dépend d'une sorte de nostalgie littéraire, d'un concept d'âge d'or ou d'utopie perdue de la narration dans l'épopée grecque » (*ibid*, p. 179).

LIVRES EN DÉBATS

seulement à faire connaître son désir à travers nous ^{6/}. »

Ce que nous avons, avec Fredric Jameson, les surréalistes, Walter Benjamin, Ernst Bloch et Herbert Marcuse, n'est rien moins qu'une constellation, une constellation politique et culturelle, dont la lumière est celle, nocturne, du romantisme anti-capitaliste. Pour le marxisme, le capitalisme ne peut pas être seulement « nié », il doit être « dépassé », *aufgehoben* dans le sens dialectique hégélien et marxiste (suppression, conservation, passage au niveau supérieur).

Revenons un instant à la référence au *Manifeste* dans l'essai sur le post-modernisme :

« Dans un passage bien connu du *Manifeste* Marx insiste énergiquement pour qu'on tente l'impossible, c'est-à-dire penser ce développement à la fois positivement et négativement ; en d'autres mots, accéder à un type de pensée capable de saisir les traits nuisibles (faciles à démontrer) du capitalisme ensemble avec son extraordinaire et libérateur dynamisme, de forme simultanée, à l'intérieur d'une même réflexion, et sans atténuer la force d'aucun des deux jugements. Nous devons, d'une façon ou d'une autre, élever nos esprits à une hauteur où il devienne possible de comprendre que le capitalisme est à la fois la meilleure chose qui soit jamais advenue à la race humaine et la pire ^{7/}. »

Je pense que ceci est un argument important, et je le cite souvent dans

^{6/} André Breton, *Manifestes du Surréalisme*, Paris, Gallimard, 1960, p. 110.

^{7/} Fredric Jameson, « Postmodernism, or the Cultural Logic of Late Capitalism », *New Left Review*, n° 146, July-August 1984, p. 86.

^{8/} *Ibid*, p. 88.

mes propres interventions sur la conception marxiste de la dialectique du « progrès ». Cependant, je voudrais aujourd'hui – en 2010 – sous la menace d'une catastrophe imminente (le réchauffement global, résultat du productivisme capitaliste) insister plutôt sur « le pire »...

Quelques pages plus loin, Jameson tire une conclusion politique décisive de cette approche dialectique. Confrontés à la dimension mondiale du capital à leur époque, Marx et Engels ne concevaient pas le socialisme comme un retour à des « petites organisations », ou au nationalisme. « N'est-ce pas d'autant plus le cas aujourd'hui, avec l'espace encore plus global et totalisant du nouveau système monde, qui demande l'invention et l'élaboration d'un internationalisme d'un type radicalement nouveau ^{8/}? »

Cette affirmation me semble profondément juste, et plus pertinente encore aujourd'hui, un quart de siècle plus tard, quand la globalisation capitaliste domine la planète, suscitant le besoin urgent de « globaliser les résistances ». C'est précisément, à mon avis, le but des militants anticapitalistes qui forment le noyau dur du mouvement altermondialiste. Fredric Jameson, avec lequel j'ai eu le plaisir de partager une table ronde au Forum social mondial de Porto Alegre en 2003, sera peut-être d'accord avec moi... Certes, ce « mouvement des mouvements » est encore limité et fragile, mais il est probablement le lieu stratégique où cet « internationalisme d'un type nouveau » qu'appelle de ses vœux Jameson, pimenté avec des épices des quatre coins du monde, est en train de mijoter.



RÉVOLUTION DANS L'UNIVERSITÉ

Emmanuel Barot

Révolution dans l'université

Quelques leçons théoriques
et lignes tactiques tirées de l'échec
du printemps 2009
(La Ville brûle, 2010).

Valentin Schaepelynck

COMME LE SIGNIFIE clairement le sous-titre du livre, il s'agit ici de prendre acte de l'échec d'une lutte politique, celle qui a saisi l'université française au printemps 2009, d'en dégager des lignes d'intelligibilité et enfin de proposer des éléments de tactique oppositionnelle. Entre le moment de parution du livre, les discussions, les polémiques qu'il a pu susciter ^{1/} et notre actualité, force est de constater que la grève portée par les enseignants-chercheurs est nettement retombée, et que la Loi relative aux libertés et responsabilités des universités (LRU), avec son cortège de procédures évaluatives et managériales, est entrée en vigueur à grands pas. Pour ces raisons, le livre d'Emmanuel Barot mérite d'être lu et discuté.

Non qu'il s'agisse de lui donner le mot de la fin, prétention qu'il ne nourrit en aucun cas, car ce qui caractérise l'ouvrage est bien au contraire de penser que la conjoncture est encore ouverte, partant d'un bilan du mouvement pour en arriver à interroger les conditions de production d'une université opposi-

tionnelle — posture affirmative nettement appréciable par les temps qui courent. D'autre part, il articule une approche marxiste de la fabrique universitaire avec l'implication de celui qui l'écrit, des « notes sur une pratique » venant expliciter par qui le livre a été écrit, pourquoi et dans quel contexte — autre fait très appréciable. Sur ce point, on se dit que le récit de cette implication, secouant un peu la clôture habituelle des discours théoriques, loin de céder à la dimension « anecdotique et propice à une personnalisation parasitaire du propos » que craint l'auteur, mériterait au contraire d'être développé et affiné encore. En effet, c'est entre autres par ces détours qui n'en sont pas qu'un tel propos polémique gagne en force, tout entier tendu vers la compréhension de ce qui, dans l'éthos et la pratique politique des enseignants-chercheurs, a empêché le mouvement de dépasser un positionnement syndical et « social-démocrate », et s'incluant ainsi soi-même dans ces limites éprouvées collectivement. C'est dire qu'il est impossible d'écrire la recension du livre d'Emmanuel Barot sans se poser très directement le sens de celui-ci comme intervention dans la conjoncture politique qui est la nôtre, celle de la caporalisation des institutions (appareil scolaire, psychiatrie, santé, justice...) sous la coupe d'un populisme autoritaire aux relents fascisants, et de ce qu'il faut y opposer : c'est bien à la question « Que faire ? » que ce livre de combat essaie d'apporter des éléments de réponse.

Et que faire en effet ? Selon l'auteur, aucun élément de réponse ne se

^{1/}Thierry Labica, *Une réponse à « Sauver l'université ? » d'Emmanuel Barot*, <http://www.contretemps.eu/interventions/reponse-sauver-universite-demmanuel-barot>



LIVRES EN DÉBATS

trouve dans le slogan d'après lequel il faudrait « sauver l'université » ! En effet, un tel mot d'ordre nous fait faire fausse route, en opposant une université qui aurait été par le passé non soumise aux lois du marché, protégeant l'autonomie du savoir et de sa transmission, à un espace universitaire d'aujourd'hui qui se différencierait du premier par sa soumission au règne de la marchandise. D'une part, une telle dichotomie empêche de voir l'école et l'université comme appareils idéologiques d'Etat, instruments du consentement à l'idéologie dominante, notion althusserienne que l'auteur convoque abondamment. D'autre part, en se fondant sur une opposition entre Etat et marché, pareil mot d'ordre ne voit pas que « nous ne sommes pas face à une simple maximisation de la recherche-enseignement dans la logique du capital, mais bien face à leur *incorporation* dans le procès d'auto-valorisation immédiat du capital ». La distinction entre Etat et marché, si elle dit quelque chose de l'université d'après 68, « lieu, dans sa spécificité républicaine ouverte aux classes populaires, d'un compromis temporaire entre des logiques croissantes de réorganisation et de gestion comptable, et la préservation – relative – dans le double champ de la pédagogie et de la recherche, de l'autonomie ca-

ractéristique de cette université », elle ne permet pas de comprendre la dynamique qui a assuré le passage d'une soumission formelle à une soumission réelle de l'espace universitaire au capital, processus, violence singulière qui constitue pour l'auteur le moteur de notre présent. On l'aura compris, pour Emmanuel Barot, comprendre l'échec de la lutte du printemps 2009, une lutte pourtant sans précédent dans l'université pour ce qui est du degré d'implication des enseignants-chercheurs dans un mouvement, suppose d'aller aux racines de l'idéologie, de comprendre celle-ci comme cet imaginaire qui se dresse pour empêcher la pratique d'abattre les murs.

Si l'on peut trouver parfois excessivement didactiques certains développements – notamment ceux consacrés aux appareils idéologiques d'Etat... – et discutables certaines caractérisations – social-démocratie *versus* révolution, dichotomies tellement générales qu'elles pourraient elles-mêmes tétaniser l'action – le propos a le mérite d'aborder de front la question des rapports conflictuels entre enseignants, étudiants et biatoss à l'intérieur du mouvement. Il en ressort qu'il n'y a bien sûr pas de *communauté universitaire*, si ce n'est celle qu'il faut produire.

C'est là que la (contre-)institution d'une commune universitaire entre en jeu, dont le « proto-manifeste » nous est ici proposé. Une telle université oppositionnelle s'articulerait autour d'une socialisation autogestionnaire de la connaissance, de la conscience collectivement partagée de la contingence de toute « forme » de transmission et de validation des

OCULTER MARX

compétences et des savoirs. « On lutte toujours comme on est organisé », et c'est par un travail concret sur la *forme démocratique* de nos luttes que nous repolitiserons nos pratiques institutionnelles et professionnelles.

A ce titre, le livre reste une contribution importante, bien au-delà de la question universitaire, à un questionnement fédérateur sur les résistances actuelles, que celles-ci se développent en institution, sur le terrain de l'entreprise ou de l'usine, et sur les difficultés que celles-ci éprouvent à produire de la démocratie comme refus de la séparation entre gouvernants et gouvernés, experts et ignorants, autrement dit à engager une véritable rupture avec l'Etat, à désétatiser la pensée et l'action.

Oculter Marx c'est aussi biffer une élaboration multiséculaire

Entretien avec René Mouriaux à propos de son livre *La Dialectique d'Héraclite à Marx* *

ContreTemps : René Mouriaux, nous vous connaissons comme politologue, grand connaisseur du mouvement syndical, avec ce livre nous vous découvrons passionné de philosophie, et on se dit que la vaste culture dont il témoigne n'a pas été réunie en un jour...

René Mouriaux : Après deux années d'études littéraires à la Sorbonne, j'entreprends une licence de philosophie à Montpellier (avec Aimé Forest, Michel Henry, Michel Navratil, Jean Servier) en parallèle avec une licence de philosophie scolastique au Puy-en-Velay (parmi les professeurs les plus connus, Pierre Fèvre, Jean Gauvin, Georges Morel, Henri Régnier). Dans ce dernier cadre, j'ai obtenu le DU, le *De universa philosophia*, examen dont je trouve le titre très beau. La dissertation rédigée à cette occasion « *Sapientis est ordinare* » (Il est du sage d'ordonner) a été jugée par le correcteur satisfaisante mais menacée par un rationalisme excessif. Au retour d'une coopération au collègue Faggalah du Caire comme professeur de littérature française (1961-1963), je m'inscris à l'Institut d'Etudes politiques de Paris. Au cours de ces trois années, j'achève mon passage au marxisme, celui

* *La Dialectique d'Héraclite à Marx*, éditions Syllepse, 260 pages, 20 €

LIVRES EN DÉBATS

d'Henri Lefèbvre. Pour le troisième cycle de Sciences politiques, j'envisage de traiter de la pensée politique de Merleau-Ponty. Je rencontre Suzanne, sa femme, et Claude Lefort. J'entends encore ce dernier me dire avec une gentillesse un peu moqueuse à propos de mon insertion à Sciences-Po : « Mon pauvre ami, dans quelle galère vous êtes-vous embarqué ! ». Finalement j'opte pour l'étude des militants de la CGT. J'ai acquis deux fortes convictions. La première que la question du travail est centrale, ce qui n'est pas du goût de la rue Saint Guillaume. La seconde que l'étude de l'économie et des luttes de classes qu'elle génère n'est pas séparable de celle de l'idéologie. Le sous-titre du *Capital* est *Critique de l'économie politique*. Tout en menant des recherches empiriques au Cevipof depuis 1966, je n'ai pas cessé d'étudier la philosophie, son histoire et les tentatives de dépassement opérées sous le label polymorphe de marxisme.

CT. : *Le livre synthétise des cours donnés dans une université populaire... Quel est l'intérêt à vos yeux d'un tel cadre pour mener cette étude de long cours ?*

R. M. : Une pensée gagne à être parole avant d'être écrite. Dans l'échange, ce qui paraît aller de soi pour l'intervenant est interrogé par des auditeurs porteurs d'une autre culture, d'autres expériences. Les objections permettent de préciser, de nuancer voire de corriger. Le public de l'UP de Saint-Denis était composé de « mordus », sans être pour autant des spécialistes. Leur nombre était restreint. Le sujet faisait peur et en dépit des efforts accomplis par José Tovar, l'existence de l'UP est

insuffisamment connue. Mais le projet de rendre la culture critique populaire demeure un grand défi.

CT. : *Un point fort du livre est de restituer la place et l'importance de Marx au regard de la dialectique. Pouvez-vous nous préciser quels en sont à vos yeux les enjeux ?*

R. M. : L'enjeu est double et unique : la mise en cause de la pensée unique qui verse Marx et la dialectique historico-matérialiste dans l'enfer des erreurs humaines, le déploiement d'un alter-marxisme à la fois critique sur ses formes antérieures et inventif dans l'étude du présent.

A partir de l'effondrement de l'URSS qui aurait été réellement communiste et du ralliement de la Chine à l'économie de marché, les libéraux ont multiplié les proclamations de leur vérité pérenne. La fin des grands récits selon le post-moderne Jean-François Lyotard, la fin de l'histoire versus Francis Fukuyama, le triomphe de la rationalité occidentale provoquant le choc des civilisations pour Samuel Huntington sont autant de variantes de la même ritournelle. Le monde est ce qu'il est et il ne changera plus. Alors, selon la boutade de Karl Marx, *Liberté, Egalité, Propriété et Bentham* (le philosophe de l'utilitarisme) et pour être à la pointe du discours, remplaçons Jeremy par John Williamson, l'auteur du Consensus de Washington.

A ces cantates de la rationalité capitaliste, les objections premières proviennent de la dialectique objective du monde globalisé, le réchauffement climatique et l'ensemble des désastres écologico-anthropologiques provoqués par la



L'ESPRIT DE PHILADELPHIE

marchandisation et la profitabilité à outrance, la crise systémique ouverte en 2007, les soulèvements populaires dont celui de la Tunisie n'est pas le moindre.

Les processus en cours, expression et résultat des contradictions du « néolibéralisme » en acte, ne doivent pas seulement nourrir la dénonciation, l'indignation. L'explicitation, la compréhension de ces phénomènes réclament l'usage de la dialectique marxienne, subjective. Le retour de Marx ne saurait être un simple faire-valoir d'une icône honnie par les courtiers de la pensée unique. La réappropriation de Marx décaissée de la perversion stalinienne requiert du même mouvement un nouvel essor se coltinant au développement de la science, des techniques et des changements de la société. Certaines rectifications apportées au discours marxien, comme la dénonciation de « l'horreur dialectique » du dernier Althusser, ou la mise en cause du caractère métaphysique de la rationalité dialectique d'après André Tosel dans son *Marxisme du xx^e siècle*, appellent critique. Se priver du renversement matérialiste de la dialectique hégélienne fort bien explicité notamment par Isabelle Garo, et Lucien Sève, handicape la pensée critique dans l'examen des processus, des rapports sociaux, des aléas de l'histoire. Ce volume essaie de montrer la richesse de la dialectique marxienne, de sa relation avec les tentatives antérieures, notamment chez Aristote, Spinoza, Diderot. Occulter Marx c'est aussi biffer une élaboration multiséculaire.

*Propos recueillis
par Francis Sitel*

Alain Supiot
**L'Esprit de Philadelphie,
la justice sociale face
au marché total.**
(Seuil, 2010)

Louis-Marie Barnier

UN LIVRE D'ALAIN SUPIOT, juriste spécialiste du droit social, constitue toujours une source de réflexion et d'interrogations. L'auteur nous invite ici à l'accompagner dans une œuvre ambitieuse : définir les bases normatives alternatives à la société libérale. A Philadelphie, le 10 mai 1944, était adoptée la « Déclaration concernant les buts et objectifs de l'Organisation Internationale du Travail »^{1/} par la conférence générale de ce même organisme. C'est ce texte qu'Alain Supiot considère comme l'expression de la volonté de construire « un nouvel ordre mondial qui ne soit plus fondé sur la force mais sur le Droit et la justice » (p. 9).

Mettant à distance les effets dévastateurs du tout-marché tout autant que ceux du tout-Etat, la déclaration ne promeut pas la destruction du capitalisme mais vise au contraire à « assurer sa pérennité en insérant les marchés dans un cadre normatif propre à assurer leur fonctionnement sur le temps long de la succession des générations » (p. 46). La Déclaration engage ainsi les Etats à se doter d'un droit du travail et d'une sécurité sociale propres à assurer cette longévité du fonctionnement des marchés (p. 60). L'auteur nous invite à puiser dans cette élaboration pour trouver un appui

^{1/} www.ilo.org/ilolex/french/constq.htm, annexe I.



LIVRES EN DÉBATS

contre l'offensive ultralibérale de ces dernières années.

La première partie de l'ouvrage analyse ce « grand retournement » que représente l'ultralibéralisme. « L'esprit de Philadelphie » a ainsi cédé la place à son contraire sous l'effet de la contre-révolution ultralibérale et la conversion des pays communistes à l'économie de marché (chap. 1) : la doctrine libérale postule que l'insécurité des salariés est le ferment de leur dynamisme (p. 34) ; la transition des pays communistes vers le libéralisme s'est appuyée sur la conception du rôle de l'Etat, instrumentalisant le Droit (p. 43). La déconstruction libérale de l'Etat de droit s'est aussi appuyée sur la privatisation de l'Etat moderne au profit d'intérêts particuliers (chap. 2) : le « darwinisme normatif » (p. 64) s'appuie sur la mise en concurrence des salariés européens suivant les droits sociaux dans les différents pays, dans une course au moins-disant social. Le marché s'appuie sur un système de quantification pour saisir une réalité qui lui est propre (chap. 3).

La seconde partie de l'ouvrage s'attache à proposer un système alternatif basé sur les cinq sens : le sens de la *limite* (chap. 4), de la *mesure* (chap. 5), de l'*action* (chap. 6), de la *responsabilité* (chap. 7) et de la *solidarité* (chap. 8). La *limite* doit prendre en compte un système davantage basé sur la suzeraineté (calcul des intérêts locaux) que sur la souveraineté antérieure (tel que la figure de l'Etat souverain le porte). Il s'agit autant de limiter la portée des structures européennes non appuyées sur une véritable citoyenneté, que de chercher de nouvelles

frontières propres à « mettre le commerce international au service de la justice » (p. 110). La *mesure* repose d'une part sur l'objectif de justice sociale, seul à même de rendre légitime l'ordre juridique, en mesurant l'effet social des mesures prises, et d'autre part sur l'impératif de démocratie sociale, qui permet que de libres discussions entre représentants d'employeurs et de salariés permettent des décisions de caractère démocratique « en vue de promouvoir le bien commun » (déclaration de Philadelphie, art. 1). Le sens de l'*action* vise à appuyer la prospérité sur des hommes libres, aptes à agir sur la réalité économique et non à la subir comme êtres flexibles et décérébrés. A. Supiot avance à nouveau ici la nécessité d'un « pacte social » tel qu'il l'avait proposé dans le rapport coordonné pour la Commission européenne^{2/}, autour d'un nouvel « état professionnel » dotant les travailleurs d'un statut professionnel. Il inclut dans ce droit celui de faire grève, dont sont exclus par exemple les manutentionnaires de Roissy contrairement aux pilotes (p. 141). La « flexisécurité », tout en appelant à la responsabilité, traite les personnes comme des choses à la disposition des marchés : « S'il fallait à la fois subir la subordination de l'esclave et courir les dangers de l'homme libre, ce serait trop », disait déjà Simone Weil en 1936 (citée p. 144).

La *responsabilité* est aussi un concept brigué par le libéralisme, par exemple lorsqu'il se réfère à la

^{2/} Alain Supiot (dir.), *Au-delà de l'emploi. Transformations du travail et devenir du droit du travail en Europe*, Rapport pour la Commission européenne, Paris, Flammarion, 1999.

L'ESPRIT DE PHILADELPHIE

responsabilité sociale des entreprises. Mais A. Supiot rappelle que, dès lors que l'on se réfère à l'entreprise ou au marché, la première est fondée sur la liberté d'entreprendre (p. 149) et la seconde sur la libre circulation des biens. Le libéralisme mondialisé a opacifié les responsabilités : « Le Droit se trouve alors mis en échec en son point le plus sensible : la notion de sujet de droit. » (p. 151) A. Supiot met donc en avant deux idées, la responsabilité solidaire des entités d'entreprises liées à la solidarité à construire entre syndicalismes des différents pays, et la responsabilité de l'entreprise dans les produits diffusés. La *solidarité* enfin dépasse le simple échange contractuel basé sur l'intérêt, elle impose de mettre « des objectifs communs de travail décent et de justice » dans les échanges internationaux (p. 172), de poser les bases d'une unification européenne ou mondiale à partir des principes de sécurité sociale expression d'une solidarité internationale.

Cette interrogation incisive du marché total et de ses modes de fonctionnement menée tout au long du livre trouve ainsi des réponses dans les éléments remis en cause par le libéralisme, tels que l'Etat de droit, la faculté pour des groupes de négocier leur situation (passant donc par la reconnaissance de leur capacité d'intervention et de solidarité), la remise en cause de l'opacité du marché. Mais plutôt que de se référer à un monde perdu, tel que la « période des Trente glorieuses », il s'agit de réinventer des mécanismes juridiques et sociaux prenant en compte les évolutions de l'économie mondiale pour permettre de réaffirmer la

primauté de l'homme sur l'économie, donc le pouvoir du Droit sur le marché. Le Droit social est caractérisé par sa « capacité de rendre les gens solidaires » (p. 49).

La recherche d'A. Supiot représente des éléments de continuité. Il affirme qu'il faut un garant des relations contractuelles, sous peine que celles-ci expriment la loi du plus fort. Il fustige ainsi dans ce livre, la propension de l'Europe libérale à ignorer les refus successifs des traités de Maastricht (Danemark), de Nice (Irlande), du TCE (France). Mais sur quels mécanismes mondiaux s'appuyer pour imposer des normes de justice au « marché total » ? A. Supiot invite ici les Etats à renouveler un pacte fondateur de normes internationales respectant la justice sociale, telle qu'avait pu le proposer la déclaration de Philadelphie.

Il oppose la force de l'idéal de justice sociale à la primauté du marché. La définition de la notion de justice sociale, qui parcourt cet ouvrage, éclaire encore mieux la démarche d'Alain Supiot : elle ne relève pas de la réalité mais de l'objectif, et celui-ci est défini par les différents acteurs entre eux. La justice sociale relève « d'une juste répartition des droits et des devoirs de chacun », qui ne peut naître que « de la confrontation et de la conciliation des intérêts » (p. 123). S'appuyant sur l'idée d'une légitimité de réflexion développée par Pierre Rosanvallon, la démocratie sociale vise à dégager des « consensus sur ce qui est le plus juste ou le moins injuste possible à un moment et dans des circonstances données », les « droits de représentation, d'action et de négociation collectives sont

LIVRES EN DÉBATS

ainsi autant de mécanismes de conversion des rapports de force en rapports de droit» (p. 124). Cette définition indigène de la justice sociale réduit cette notion forte à l'expression d'un équilibre.

C'est donc à une approche pragmatique de l'opposition au marché que nous invite A. Supiot: construire des éléments d'intervention à partir des rapports de force réellement existants, tout en renforçant la capacité sociale d'intervention. Malheureusement, l'état de ces rapports de force au niveau mondial n'amène-t-il pas à saisir des opportunités de dialogue qui respecteraient par trop le marché, brisant ainsi la dimension utopique et donc mobilisatrice que doit conserver, à notre sens, la référence à la justice sociale? De même, assimiler l'approche libérale et l'approche marxiste de l'Etat, similaires à ses yeux, (p. 39), n'amène-t-il pas à reléguer aux oubliettes une des plus grandes utopies de transformation sociale?

Daniel Delattre et Jackie Pigeaud
(sous la direction de)

Les Epicuriens
Gallimard, 2010

Gilles Bounoure

ENTRE LES «ÉPICURIENS» chalands des «foires aux vins» (voire des «épicuriales» gastronomiques de Bordeaux) et les lecteurs de Michel Onfray, «disciple d'Epicure» déclaré, nombreux sont ceux qui accordent à ce vieux penseur (342-271 av. J.-C.) une actualité assez surprenante en ce début de XXI^e siècle. Ils auront certainement intérêt à se reporter à ce nouveau volume de la Pléiade qui réunit à peu près tous les textes grecs et latins relatifs à Epicure et à son école, dont beaucoup sont ici traduits pour la première fois en français. Les textes antiques occupent un peu plus d'un millier de pages, commentaires et annotations un peu plus de la moitié seulement, tant la douzaine de collaborateurs engagés dans ce projet depuis plus d'une douzaine d'années ont veillé à résumer au plus court les difficultés posées par ce corpus toujours à l'étude aujourd'hui, entre le déchiffrement des papyrus à demi carbonisés de la bibliothèque de Philodème exhumés à Herculaneum à partir de 1752 et la reconstitution du monument d'Œnanda en Lycie, mur gravé d'un long texte épicurien dont la démolition et l'éparpillement firent disparaître dès l'Antiquité les trois quarts de l'inscription.

A côté de ces textes inédits ou peu accessibles en français, les éditeurs se sont souciés de renouveler la lecture des textes déjà connus par de multiples traductions, tels les frag-

LES EPICURIENS

ments d'Épicure conservés par Diogène Laërce dans ses *Vies et doctrines des philosophes illustres*, ou encore le poème de « son meilleur disciple », le *De la nature des choses* de Lucrèce, dont J. Pigeaud excelle à restituer sinon le rythme, en tout cas la vigueur, en suivant au plus près l'ordre du latin. Il y a d'autres réussites manifestes à mettre au crédit des responsables de ce volume, pour avoir su recueillir sous un format raisonnable tant de documents jusqu'à présent épars, les ordonner selon la chronologie la plus probable, les traduire et les présenter en des termes satisfaisant à la fois les spécialistes et le public non philologue, avec des notes et des annexes fort utiles (chronologie, carte, lexique notamment). C'est précisément le sérieux impeccable de cette édition qui pourrait décevoir le plus les partisans contemporains de l'hédonisme, car ils y trouveront très peu de pages consacrées à ce qu'ils nomment le plaisir.

D'autres écoles de sagesse, Cyniques et Cyrénaïques principalement, avaient défendu la jouissance comme un droit supérieur de l'individu, ce qui était loin d'être la préoccupation première des Epicuriens, épris en premier lieu de relations amicales pouvant former de petites sociétés, et moins soucieux de préceptes moraux que d'intelligibilité du monde. Si leurs adversaires cherchèrent surtout à les contester sur le plan moral, ils consacrèrent quant à eux une part prédominante de leurs travaux à la « physique », au sens vaste qu'avait alors ce terme. Ce volume le rappelle abondamment, ne serait-ce qu'avec les fragments conservés des 38 livres consacrés par Épicure à *La Nature*. La morale

ne faisait que se déduire de cette cosmologie, sans esprit de système ni dogmatisme, ainsi que le recommande l'une des « maximes capitales » d'Épicure : « Si, en toute occasion, tu ne rapportes pas chacun de tes agissements à la fin selon la nature, mais que tu te tournes, dans le rejet ou le choix, vers autre chose, tes actions ne seront pas en cohérence avec tes propos. »

L'introduction de ce volume le souligne fort bien, le grand apport d'Épicure à la physique « naturaliste » de Démocrite aura été la théorie de la déviation ou déclinaison (*clinamen*) des atomes dans leur chute. A l'intérieur d'une conception du monde résolument déterministe par ailleurs, « l'enjeu de la déclinaison est de sauver la liberté humaine, donc la moralité. Ce *clinamen* est l'indice d'incertitude qui sauve toute la liberté du monde, y compris la nôtre ». C'est ce qu'avaient mis en évidence divers épicuriens de l'Antiquité, et ce que, dans son extraordinaire thèse sur la *Différence de la philosophie naturelle chez Démocrite et chez Épicure* (1841), le jeune Marx fut le premier à rappeler aux esprits modernes, citant par exemple ce propos de l'épicurien Velléius : « Épicure nous a sauvés et nous a rendu la liberté », ou reconnaissant même dans cette philosophie une « dialectique immanente ». Curieusement, ce volume ne le mentionne pas parmi les autres grands épicuriens modernes (Montaigne, Gassendi, Casanova...) cités dans l'introduction, alors que Geneviève Rodis-Lewis, dans son étude classique et toujours utile, *Épicure et son école* (Gallimard, 1975), consacrait plusieurs pages à « l'interprétation si neuve » de Marx, y retrouvant

LIVRES EN DÉBATS

sa propre approche de la pensée épicurienne et de sa « souplesse qui, loin d'exclure la cohérence, enrichit la pensée par un bond en avant ». Relire, dans un autre volume de la Pléiade (Œuvres t. III, Philosophie, 1982), comment Marx en est venu à désigner en Epicure « le plus grand éclaircisseur, le plus grand *Aufklärer* grec » pourra également éclairer ce qui est en jeu dans l'engouement dont bénéficie aujourd'hui l'épicurisme, ou plus fréquemment encore le seul nom de son fondateur comme enseigne de magasin. Si Marx célèbre en lui l'inventeur de « la science naturelle de la conscience de soi » (recherche qui pourrait être le ressort le plus élevé de l'hédonisme contemporain) et souligne son souci de cohérence qui le rend attentif le premier aux contradictions de sa propre pensée, il marque aussi les limites de cet ensemble de spéculations autocentrées que domine le « souci de soi ». Ces pages préparent ce qu'il énoncera peu de temps après sous forme de « maxime capitale » dans les *Thèses sur Feuerbach*, « Les philosophes n'ont fait qu'interpréter diversement le monde, il incombe désormais de le transformer », et en termes plus nettement « hédonistes » dans *L'Idéologie allemande*, « Il faut laisser de côté la philosophie, il faut s'en arracher... La philosophie est à l'étude du monde réel ce que l'onanisme est à l'amour sexuel ». Tirée pour partie de son analyse si fine (et si bien informée pour l'époque) de la pensée épicurienne, cette conclusion si actuelle fait aussi l'intérêt présent de cette belle édition des *Epicuriens*.

Maurice Blanchot
La Condition critique
Articles 1945-1988
 (Gallimard, 2010)

Gilles Bounoure

EXTRAORDINAIRE PARCOURS que celui de Blanchot (1907-2003), passé de l'extrême droite monarchiste, fascisante et antisémite de l'entre-deux-guerres à l'aide aux clandestins sous l'Occupation (où il aurait failli être fusillé par les Allemands), puis à des positions toujours plus à gauche et proches parfois de celles des marxistes révolutionnaires et des communistes libertaires ! Parcours marqué notamment par la part qu'il a prise à la publication anti-gaulliste *Le 14 juillet en 1958*, à la rédaction de la « déclaration des 121 sur le droit à l'insoumission dans la guerre d'Algérie » en 1960, comme à la création et à l'animation du « Comité d'action écrivains-étudiants » dès les premiers jours de mai 1968. Récits ou essais, la trentaine de livres qu'il publia de son vivant n'eurent chaque fois qu'une audience limitée à quelques milliers d'admirateurs et de connaisseurs, ce qu'il savait bien, pour s'y autoriser un assez large hermétisme de la pensée et de l'écriture, ainsi qu'il aimait pour ses plus subtiles spéculations. Tel n'est pas le cas des articles qu'il écrivit pour des revues et des journaux aux lecteurs plus nombreux. Conscient que sa parole, respectée, pouvait porter assez loin, il veillait manifestement à ce qu'elle ne soit pas assourdie par trop de circonvolutions. Beaucoup des articles qu'il n'avait pas repris dans ses livres sont aujourd'hui accessibles grâce à trois

LA CONDITION CRITIQUE

recueils posthumes, *Chroniques littéraires du Journal des Débats avril 1941-août 1944* (Gallimard 2007), *Ecrits politiques 1953-1993* (Gallimard, 2008), et le présent volume, sans doute le plus significatif et le plus utile pour les lecteurs d'aujourd'hui. On peut s'attendre à la parution d'un autre recueil annoncé sous le titre « *Ecrits sur le judaïsme et Israël* », mais il est peu vraisemblable que les ayants droit de Blanchot autorisent la réédition de ses dizaines d'articles militants de l'entre-deux-guerres, du fait des idées de boue qu'il y empaquetait d'une rhétorique déjà fort brillante.

Par la suite, se définissant comme un « romancier et critique » dont la « vie est entièrement dévouée à la littérature et au silence qui lui est propre », il ne sortait de ce rôle que pour souligner la situation fragile de tout écrivain prenant position comme lui dans la vie sociale et politique. « Les intellectuels en question », texte de 1984, ou « Pour l'amitié », en l'honneur de Dionys Mascolo (1993), méritent d'être relus pour les analyses qu'ils offrent de cette « ambiguïté », ou plutôt de ce nœud de contradictions. S'il repoussait le qualificatif de « nihiliste » qui lui fut fréquemment appliqué, il se reconnaissait volontiers dans le « scepticisme invincible » de Lévinas, son ami depuis la fin des années 1920. L'expression n'est pas exagérée non plus pour le regard incisif, parfois impitoyable, qu'il portait sur ses propres écrits et ceux des autres. D'où d'excellentes pages de ce volume sur Cyrano de Bergerac, Sade, Restif de la Bretonne, Mallarmé, Valéry, Malcolm Lowry, etc. Là où ce scepticisme lui semble avoir

fait défaut, c'est dans l'attachement inconditionnel qu'il a marqué à l'Etat d'Israël dès les années 1960, non sans désaccords et éloignements de certains de ses amis de gauche ou d'extrême gauche. On a pu y voir un antisémitisme ^{1/} qui se serait « inversé » ou plutôt « retourné » en philosémitisme, selon l'hypothèse formulée dans un dossier du *Figaro littéraire* (« Faut-il blanchir Blanchot ? », 25 octobre 2007) signalant la parution des *Chroniques littéraires* écrites durant l'Occupation. Sur le tard, il semble s'être laissé gagner à la fois par la religiosité (comme en « fait foi » un article de *La Règle du Jeu*, 1993) et, ajoutait Philippe Mesnard (*L'Infini* n° 57, printemps 1997), par « une culpabilité à la mesure du juif qu'elle concentre », à la fois « imaginaire et démesurée », une « névrose de toute une génération d'intellectuels dont il porte la croix ». De ce philosophe catholique et antisémite qu'il avait lu en allemand et infiniment admiré dès sa jeunesse, Blanchot pouvait écrire en 1980 « le nazisme et Heidegger, c'est une blessure de la pensée, chacun de nous intimement blessé ; on ne le traitera pas par pré-terition ». Nulle blessure bien sûr et seulement une confirmation pour tous ceux qui ont saisi ce qu'il y avait chez Heidegger de foncièrement charlatanesque et mystificateur.

^{1/} Antisémitisme qui lui faisait écrire dans *Combat* d'avril 1936 « contre l'indigne gouvernement Sarraut » : « Il a dit tout ce qu'il ne fallait pas dire, il n'a rien fait de ce qu'il fallait faire. Il a commencé par entendre les appels des révolutionnaires et des Juifs déchaînés dont la fureur théologique exigeait contre Hitler toutes les sanctions tout de suite », etc.

LIVRES EN DÉBATS

Ce « scepticisme invincible » ayant ses limites, *La Condition critique* est évidemment à lire avec précaution, notamment dans ses réticences et ses silences, que n'élucide pas toujours l'éditeur Christophe Bident, excellent spécialiste de Blanchot. Ainsi de « l'honneur des poètes » publié en 1946, réplique évidente au *Déshonneur des poètes* (édité à Paris en février 1945 par Alain Gheerbrant) de Benjamin Péret qu'il se garde de nommer, et ainsi d'autres allusions à telle ou telle figure d'un surréalisme qu'il admire, mais avec cautèle. Au-delà de ce qu'on peut penser de la personnalité de Blanchot, l'utilité de ce recueil est d'offrir aux lecteurs d'aujourd'hui un large aperçu chronologique des interventions du critique au plus haut de son influence, en même temps qu'une sorte d'armurerie d'où décrocher nombre d'arguments restés actuels et percutants. C'est certainement le cas lorsqu'il assimile en 1950 « la tâche de la critique » à « un moment antagoniste », ou qu'il constate en 1957 « combien l'idée d'aliénation s'est appauvrie » depuis Hegel et Marx, sous l'effet d'un certain « marxisme militant » qui a « accéléré la simplification » de cette idée, de son analyse et de sa portée politique, comme on l'observe encore en 2010.

Florence Gauthier,
L'Aristocratie de l'épiderme
Le combat de la Société
des Citoyens de Couleur
(1789-1791)

(CNRS Editions, 2007)

Yannick Bosc

La Révolution des droits de l'homme, le préjugé de couleur et la domination coloniale

AFIN DE SAISIR les enjeux de l'histoire de Julien Raimond et des *libres de couleur* qui sont au centre de cet ouvrage de Florence Gauthier, il convient d'emblée d'en situer la perspective : celle des révolutions du droit naturel qui couvrent les deux rives de l'Atlantique et concernent trois continents : l'Europe, l'Amérique et l'Afrique. *L'aristocratie de l'épiderme* raconte en effet l'un des épisodes essentiels, mais jusqu'alors ignoré, de l'histoire des luttes pour les droits de l'humanité : la dénonciation du préjugé de couleur et de la société coloniale esclavagiste au moment où la Révolution française proclame la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen.

Florence Gauthier étudie la construction de ce préjugé de couleur et sa fonction dans les colonies à esclaves. Contrairement au récit standard de l'historiographie qui tend à les séparer, elle montre que la question de l'esclavage pose, dès le XVIII^e siècle le problème de la domination coloniale. Les sources sur lesquelles elle s'appuie la conduisent également à conclure que, pour comprendre les Révolutions de France et de Saint Domingue, il ne faut pas les dissocier mais les saisir

L'ARISTOCRATIE DE L'ÉPIDERME, LA RÉVOLUTION DES DROITS DE L'HOMME

ensemble, dans la dynamique de leurs échanges. En France, les libres de couleur contribuent ainsi à la structuration du côté gauche de l'Assemblée nationale. Face à eux, le combat sans merci du lobby colonial esclavagiste et ségrégationniste pour maintenir sa domination s'inscrit dans une Contre-Révolution dont il porte tous les masques.

Julien Raimond et Médéric Moreau de Saint-Méry, les deux principaux protagonistes de cette histoire complexe, sont des colons métis et propriétaires d'esclaves. Leurs points communs s'arrêtent là puisque Raimond dénonce le préjugé de couleur alors que Moreau le justifie et le théorise.

Julien Raimond, natif de Saint-Domingue a fait ses études à Bordeaux et Toulouse. Lorsqu'il rentre à Saint-Domingue, il devient le représentant des colons métissés en lutte contre les colons ségrégationnistes. Ces derniers refusent en effet de reconnaître les libres de couleur comme des colons à part entière et convoitent leurs possessions. Dans les années 1780 Raimond s'installe en France et expose en vain aux différents ministres de la marine – dont dépendent les colonies – la situation des libres de couleur. Son espoir renaît lorsque la Révolution française éclate.

L'autre personnage clé, Moreau de Saint-Méry, est un avocat né à la Martinique et propriétaire à Saint-Domingue. Il est à Paris lorsque Louis XVI convoque la réunion des Etats généraux. Moreau est l'un des fondateurs de la Société correspondante des colons français, dit club Massiac.

L'objectif du lobby esclavagiste et

ségrégationniste, dont Moreau est un des fers de lance, consiste à établir pour les colonies un statut dérogoratoire aux principes de la Déclaration des droits. L'enjeu réside dans la possibilité d'instituer le préjugé de couleur dont sont victimes les colons métissés depuis la seconde moitié du XVIII^e siècle. En effet, ce préjugé n'a pas toujours existé dans les colonies esclavagistes françaises d'Amérique. Il est ainsi très commun que les colons de la classe dominante épouse des africaines dont ils ont une descendance métissée, née libre. Par ailleurs, les textes juridiques esclavagistes sont donc également indifférents à la couleur : l'Edit de 1685 ou Code noir, ne reconnaît que deux classes, les libres et les esclaves. Florence Gauthier montre que le préjugé de couleur, qu'il faut différencier du racisme biologique qui sera théorisé au XIX^e siècle, est apparu dans les années 1720, greffé sur des enjeux éthiques et politiques. Les colons blancs ont ainsi progressivement constitué les gens de couleur en classe intermédiaire, située entre les blancs et les esclaves, afin d'établir une forme d'aristocratie particulière aux colonies, celle de la couleur.

Parce qu'elles sont directement rattachées au domaine royal, les colonies n'ont pas eu de représentants aux Etats Généraux lorsque Louis XVI décide de les convoquer en 1789. La donne change avec la transformation des Etats Généraux en Assemblée nationale. Les colons blancs se désignant comme seuls représentants des colonies réussissent alors à y faire admettre les leurs en excluant les libres de couleur. Moreau de Saint-Méry devient ainsi le

LIVRES EN DÉBATS

député de la population blanche de Martinique.

Julien Raimond rejoint la Société des Citoyens de Couleurs et fait partie, avec Vincent Ogé, des cinq députés qu'elle a choisis pour les représenter à la Constituante. Des manœuvres hostiles orchestrées par le club Massiac font échouer la demande. Julien Raimond et l'abbé Grégoire – qui découvre grâce à Raimond l'ampleur du phénomène – ouvrent alors le procès du système colonial esclavagiste et ségrégationniste. Florence Gauthier met en évidence la rupture avec la politique d'alliance entre les maîtres qui prévalait jusque là : Raimond crée en effet les conditions d'un rapprochement entre les libres de couleur et les esclaves. Sous sa plume, dès novembre 1789, le terme de citoyen de couleur désigne tous les gens de couleur, qu'ils soient libres ou esclaves.

Raimond dévoile les réalités du préjugé de couleur et le processus par lequel les « sang-mêlés » ont progressivement été mis hors du droit. Son principe consiste à associer une couleur et une position sociale. Ce « préjugé politique entretenu », selon les termes du ministre de la marine en 1771, est nécessaire au « repos des colonies » : il est le ciment de la société coloniale esclavagiste puisqu'il permet de maintenir les esclaves dans une position inférieure. Dans le contexte difficile de la fin de l'année 1789 qui voit la mobilisation massive du réseau des colons ségrégationnistes, Grégoire publie son *Mémoire en faveur des gens de couleur*. Florence Gauthier souligne que l'antiesclavagisme de Grégoire est lié à son anticolonialisme et que, à l'instar de Raimond, il établit un

lien entre destruction du préjugé de couleur et abolition de l'esclavage. Elle montre également que, dès cette époque, Grégoire n'écarte pas l'hypothèse d'une insurrection d'esclaves et qu'il la justifie dans son principe : il appelle de ses vœux l'universalisation de la révolution des droits de l'homme et du citoyen qui a commencé en France. Dans ce même texte, Grégoire dénonce l'économie de domination fondée sur les produits coloniaux et leur consommation par la métropole : « il vous faut du sucre, du café du tafia. Indignes mortels, mangez plutôt de l'herbe et soyez justes ! ». Il partage avec Robespierre le même rejet de l'argumentaire utilitariste sur lequel s'appuient les partisans de l'esclavage : « périssent les colonies plutôt qu'un principe », s'exclamera Robespierre au cours du débat de mai 1790.

Moreau de Saint-Méry entre en scène dans les jours qui suivent la publication du *Mémoire en faveur des gens de couleur*. Sous l'anonymat, il fait imprimer un texte qui attaque Grégoire, prend la défense de l'esclavage et du préjugé de couleur, ce dernier étant désigné comme « le ressort caché de toute la machine coloniale » : « le nègre dans l'état actuel des choses, est encore plus éloigné de son maître par sa couleur que par sa servitude ». Ce texte marque une rupture par rapport à l'attitude que la plupart des députés des colons à l'Assemblée et une partie du club Massiac, a adoptée au sujet du préjugé de couleur en décidant de nier son existence. Afin de saisir la spécificité de l'argumentation de Moreau, lorsqu'on la compare à celle d'autres polémé-

L'ARISTOCRATIE DE L'ÉPIDERME, LA RÉVOLUTION DES DROITS DE L'HOMME

mistes du lobby esclavagiste, Florence Gauthier la replace dans la théorie du « néo-blanc », élaborée à Saint-Domingue dans les années 1760, au moment où l'apogée de la législation ségrégationniste est atteinte. L'opinion publique rejette alors dans la catégorie des « sang-mêlés » tout blanc marié avec une femme de couleur, ce qui pousse les colons blancs mariés avec des enfants métissés à quitter la colonie pour trouver refuge en France. C'est à cette époque qu'une nouvelle idéologie se constitue, la théorie du « néo-blanc » à laquelle se rattache Moreau de Saint-Méry. Son principe est d'aménager la législation ségrégationniste en déplaçant la « ligne de couleur ». Elle vise ainsi à intégrer les métissés propriétaires et blanchis à la classe des libres de plein droit – les colons blancs. L'entrée de ces néo-blancs permettrait de renforcer la classe des blancs de plus en plus réduite en raison de la politique du préjugé de couleur. Pour Moreau, les statuts juridiques différenciés en fonction de la couleur sont essentiels puisqu'ils servent à protéger et à légitimer le rôle dirigeant de la classe dominante. Moreau, lui-même métissé, est qualifié par Florence Gauthier de « remarquable produit de l'aliénation » que peut engendrer une société coloniale esclavagiste et ségrégationniste. Or, toute cette « machine coloniale » serait mise en péril par la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, un texte, écrit Moreau, qui « est la terreur » des colons. En février 1790, le club Massiac relaie le thème de la ruine du commerce et des colonies, colonies dans lesquelles il faut avoir le « courage »

(sic) de ne pas appliquer la Déclaration. Il poursuit l'offensive en faveur de la traite, vantant l'humanité des maîtres à l'égard des esclaves, leur outil de travail qu'il n'ont aucun intérêt à détériorer.

De son côté, la Société des Amis des Noirs – dont Florence Gauthier note le rôle modeste dans ces débats – publie une adresse à l'Assemblée nationale sur la suppression la traite. Dans ce texte, qui n'aborde à aucun moment la question du préjugé de couleur, les Amis des Noirs se défendent contre le club Massiac qui les accuse, à tort indiquent-ils, de réclamer l'abolition de l'esclavage et l'extension des principes de la Déclaration aux esclaves des colonies françaises : l'affranchissement immédiat des Noirs, précise l'adresse, serait une opération fatale pour les colonies et les Noirs eux-mêmes. En revanche, dans la mesure où les captifs africains sont de plus en plus difficiles à trouver, il est dans l'avantage de des colons d'abolir la Traite et de la remplacer pour l'élevage de la main d'oeuvre dans les colonies. A terme, ces esclaves pourront en se rachetant devenir des travailleurs libres et des consommateurs utiles à la métropole. La société des Amis des Noirs défend donc une position colonialiste favorable à un « adoucissement » de l'esclavage. En revanche, Raimond et Grégoire affirment la nécessité de détruire la société colonialiste, esclavagiste et ségrégationniste. Il y a là un écart sur lequel ne s'est guère penchée l'historiographie dominante pour laquelle la Société des Amis des Noirs constitue la pointe de la lutte antiesclavagiste. Mira-beau est également loin des ana-

LIVRES EN DÉBATS

lyses de Grégoire. Il présente aux jacobins une motion contre la traite et dénonce la surexploitation de la main d'oeuvre esclave au coeur du système – l'humanité des maîtres est une fable – mais il est lui aussi favorable à l'élevage d'esclaves et propose un vaste projet de colonisation de l'Afrique.

En mars 1790, au sein de l'Assemblée Constituante, le lobby esclavagiste réussit à former un comité des colonies placé sous son contrôle. Sa fonction est de définitivement barrer la route aux citoyens de couleur et de mettre en place une Constitution spécifique aux colonies. Alexandre de Lameth – lié avec ses frères au milieu des colons de Saint-Domingue – et Barnave, l'homme lige des Lameth, en sont membres. Sous leur pression, un décret est voté le 8 mars 1790 qui exclut les colonies de la Constitution française – donc des principes de la Déclaration – et invite les colonies à exprimer leurs vœux sur une Constitution spécifique. Par ailleurs, il est précisé que l'Assemblée nationale n'entend pas innover dans le commerce de la France avec ses colonies ce qui revient à poursuivre la traite et donc à violer les principes de la Déclaration. La lutte d'influence se prolonge hors de l'Assemblée, au sein de Société des Amis de la Constitution (Jacobins), où l'on constate un afflux de membres du parti colonial qui y ont adhéré par l'entremise de Barnave. Grégoire et Raimond en sont également membres. C'est la Société des Citoyens de Couleur qui mettra en lumière le réseau contre-révolutionnaire qui a investi la Société des Amis de la Constitution.

De la même manière, dans la *Correspondance secrète des colons avec les Comités de cette île* qu'il publie en mai 1790, Raimond dévoile les stratégies, manipulations, artifices, mensonges des colons blancs de Saint-Domingue en vue de tromper l'Assemblée constituante. On y apprend par exemple, que loin d'être des « patriotes », comme ils l'affirment, les députés des colons blancs au sein de la Constituante leur ont conseillé de créer une force armée autonome afin de lutter contre les libres de couleurs. On comprend également que Barnave a délibérément suivi la tactique du lobby esclavagiste qui consiste à tout faire pour que les libres de couleur ne puissent accéder au statut de citoyens actifs lorsqu'ils en remplissent les conditions. Le côté gauche parvient ainsi à ouvrir un débat dans l'espace public et à contourner Barnave et le lobby colonial qui verrouillent l'Assemblée nationale.

Pendant ce temps, Saint Domingue s'enfoncé peu à peu dans la guerre civile. Face aux menaces et aux assassinats, les libres de couleurs passent progressivement à la lutte armée. Vincent Ogé, avant d'être massacré, tente d'unifier cette résistance et esquisse une alliance des libres de couleur et des esclaves fugitifs. Le martyr d'Ogé, épisode clé de la guerre opposant les maîtres blancs et de couleur, favorise l'insurrection des esclaves qui éclate dans la nuit du 22 au 23 août 1791 et qui conduira à la création de la République haïtienne. Alors que l'historiographie tend à les dissocier, Florence Gauthier inscrit l'insurrection des esclaves dans le processus ou-

L'ARISTOCRATIE DE L'ÉPIDERME, LA RÉVOLUTION DES DROITS DE L'HOMME

vert par la résistance des libres de couleur.

En France, Moreau de Saint-Méry répond aux offensives de Raimond, de Grégoire et de Brissot en publiant les *Considérations présentées aux vrais amis du repos et du bonheur de la France*, (mars 1791), un texte qui porte en particulier sur la conception du pouvoir dans une « colonie à esclaves ». Avec les *Considérations*, Moreau prépare le terrain pour le débat sur la situation coloniale qui, en raison de la pression du côté gauche et des événements, est devenu inévitable à l'Assemblée nationale. Ses arguments s'organisent autour de l'idée que les maîtres doivent être la source exclusive de la puissance sur les esclaves et les affranchis. La main d'œuvre contrainte est en effet nécessaire au maintien du système colonial des plantations : l'affranchissement des esclaves entraînerait la paresse et la faillite des colonies. Entre les principes de la Déclaration des droits et une politique de puissance il faut donc choisir. Moreau pose ainsi l'alternative face à laquelle se trouve l'Assemblée.

Le débat de mai 1791 sur les colonies est ouvert par Grégoire qui propose une synthèse de l'ensemble du travail d'information mené par Raimond, Brissot et lui-même depuis plusieurs mois. Robespierre se place à leurs côtés en développant la même analyse. Le 13 mai, Moreau de Saint-Méry parvient à faire voter l'article 1 du projet en ces termes : « L'Assemblée nationale décrète, comme article constitutionnel, qu'aucune loi sur l'état des personnes non libres ne pourra être faite par le Corps législatif, pour les colonies,

que sur la demande formelle et spontanée des assemblées coloniales ». Il entraîne donc l'Assemblée à constitutionnaliser l'esclavage dans les colonies et à délibérément violer la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, le sort des esclaves étant désormais entre les mains des assemblées coloniales. Florence Gauthier souligne que cet événement, à quelques rares exceptions, est ignoré de l'historiographie alors qu'au moment du vote, ce décret fut considéré comme le déshonneur de la Constituante. Camille Desmoulins écrit ainsi dans son journal que « l'assemblée s'interdit de délibérer jamais sur l'esclavage des noirs ; voilà bien ce qui s'appelle sacrifier les principes et se déshonorer, aussi Pétion, Robespierre et Grégoire n'ont-ils pas voulu partager ce déshonneur et ont rejeté ce décret ».

Le débat de mai 1791 est l'un des épisodes qui conduit à la scission de la Société des Amis de la Constitution. En son sein, Brissot puis Robespierre condamnent le décret constitutionnalisant l'esclavage et les positions défendues par Barnave. La rupture est consommée après la fuite du roi et son arrestation à Varennes. La société tenant ses séances dans l'ancien couvent des jacobins change de nom et devient Société des Amis de l'égalité et de la liberté. Autour de Charles de Lameth et de Barnave, qui étaient jusque là désignés comme les chefs jacobins, la Société des Amis de la Constitution se réunit désormais dans l'ancien couvent des feuillants.

On le constate, la réintroduction dans la Révolution française de la question de l'esclavage et des co-

LIVRES EN DÉBATS

lonies, longtemps occultée, modifie la manière d'appréhender les événements et d'analyser les luttes politiques. En l'occurrence, elles ne se réduisent pas à une opposition entre partisans et adversaires de la monarchie constitutionnelle. Les travaux engagés par Florence Gauthier rompent donc radicalement avec le récit standard de la Révolution française. Ils contribuent à modifier en profondeur le regard que l'on porte sur les deux révolutions, celle de France et celle de Saint-Domingue, mais également sur ce que l'idéologie dominante nomme « la modernité ».

Sophie Leclercq
**La rançon du colonialisme
 Les surréalistes face
 aux mythes de la France
 coloniale (1919-1962)**
 (Les Presses du réel, 2010)

Gilles Bounoure

JOLIMENT édité sous un format presque carré que souligne une élégante couverture, ce livre constitue la version remaniée d'une thèse de doctorat dont des extraits ou des résumés avaient été rendus publics les années passées. Il semblait y percer une certaine prévention à l'égard du surréalisme et de ceux qui s'en sont prévalus autrefois (sans parler de ceux qui pourraient s'en prévaloir aujourd'hui et demain), ce que confirme aujourd'hui ce volume, tout en l'exprimant de manière plus diffuse. Il est utile de s'y arrêter non pour rectifier divers points d'histoire inégalement susceptibles d'intéresser les lecteurs de *ContreTemps*^{1/}, mais plutôt pour cerner, à travers cette recherche manquant souvent d'empathie pour son sujet d'étude, certains « malentendus » largement entretenus ces dernières années à propos de ce qu'a été et de ce que reste le surréalisme, spécialement dans ses orientations anticoncolonia-

^{1/} Exemple parmi d'autres des imprécisions historiques et politiques de ce livre, la mention (p. 251) d'« un certain Mario Pedrosa... gendre d'une cantatrice brésilienne » ! Isabel Loureiro a rappelé dans *ContreTemps* n° 8 (pp. 47-58) l'importance de Pedrosa (1901-1981) dans le développement du marxisme révolutionnaire brésilien. Il était le beau-frère de l'épouse de Péret (1899-1959), Elsie Houston (1902-1943), dont les recherches d'ethnomusicologie, en collaboration notamment avec Villa-Lobos, eurent au Brésil et ailleurs un retentissement qui a également échappé à S. Leclercq.

LA RANÇON DU COLONIALISME

listes indissociables de son projet révolutionnaire.

Orné de deux illustrations, un dessin de Pierre Bonnard pour *l'Almanach illustré du Père Ubu* édité par Alfred Jarry en 1901, et un autre de Dubout évoquant l'Exposition coloniale de 1931 (ce dernier absolument dépourvu de la moindre connotation surréaliste), l'ouvrage comporte trois parties (« aux marges de la France coloniale », « esthétique de l'anticolonialisme », « rejouer l'anticolonialisme ») dont les titres résument autant de thèses. Dans leurs manifestations anticolonialistes, d'un bout à l'autre de la période étudiée par S. Leclercq (soit des messages en faveur des Riffains jusqu'aux protestations contre la guerre d'Algérie), les surréalistes auraient selon elle adopté « un parti pris d'ordre presque esthétique qui est celui du « minoritaire » » (conclusion, p. 408). Les marxistes révolutionnaires, les anarchistes et les communistes libertaires, ces « minoritaires » que n'ont cessé d'être jusqu'à présent les amis politiques des surréalistes, apprécieront de voir leurs positions critiques et leurs activités militantes assimilées à « un parti pris d'ordre presque esthétique », procédant d'« une esthétique de la dissidence » pour laquelle *ContreTemps*, par son titre même, fournirait sans doute le même service qu'un magazine de mode.

A l'exception de Benjamin Péret, à qui Breton recommanda du reste de ne pas sacrifier la poésie au militantisme, les surréalistes se sont rarement consacrés de façon suivie à des activités directement politiques, mais ils en assumèrent parfois les risques. S. Leclercq omet de l'indi-

quer, signer une déclaration collective à l'instar de celle sur le droit à l'insoumission dans la guerre d'Algérie (dite « Manifeste des 121 »), c'était encourir l'expulsion pour les étrangers, le licenciement pour les salariés, la révocation ou la suspension pour les fonctionnaires (tel Jehan Mayoux, non mentionné dans le livre) et des menaces pour beaucoup. Concernant spécialement leur anticolonialisme, l'historienne estime qu'il s'agissait d'« un engagement inégal » et même « parfois opportuniste », parce qu'il « se manifestait » à des moments bien particuliers, sur des temps forts de l'actualité politique française [...]. Restant profondément ancrés dans la vie politique française, ils cherch[ai]ent avant tout à manifester leur marginalité et à faire acte de subversion. » Voilà qui atteste selon elle « leur inconstance sur ce chapitre » (pp. 240-241).

Sans détailler ici, faute de place et même d'utilité, « la méthode » qui a permis à S. Leclercq d'aboutir à de telles conclusions, revenant tantôt à isoler les interventions surréalistes de leur contexte historique, tantôt à vouloir les situer dans des contextes sans rapport, avec une « inconstance » passablement « opportuniste » elle aussi, on se limitera à ce qu'elle prétend asseoir par raison démonstrative. En somme, les surréalistes auraient « esthétisé » l'anticolonialisme principalement du fait de leurs activités artistiques de peintres, de poètes, d'écrivains qui en faisaient en quelque sorte des « esthètes » ou des spécialistes de l'esthétique, filtre au travers duquel ils auraient envisagé le monde colonial, ou plutôt « ses mythes ». C'est

LIVRES EN DÉBATS

oublier que le surréalisme s'est précisément constitué sur la condamnation des esthétiques occidentales, la contestation permanente de la notion d'art et, plus encore, le rejet de toute séparation entre le rêve et l'action, selon la fameuse formule de Baudelaire (en qui les surréalistes reconnaissent aussi un précurseur en anticolonialisme, ce qu'ignore ce livre).

Une des difficultés que de la sorte les surréalistes se sont imposées durablement (jusqu'à ce que s'engage le mouvement général d'émancipation intégrale) est celle de leur expression publique sur des sujets politiques dont ils ne sont à aucun titre des « spécialistes », « amateurisme » (ou plutôt absence de respect pour les frontières, les autorités et les castes) qui leur a été souvent reproché. Ne pouvant être ceux d'une organisation politique, d'un comité d'intellectuels ou d'un groupe d'artistes et de gens de lettres, le ton et les perspectives de leurs déclarations, où S. Leclercq ne voit jamais qu'un souci de « manifester leur marginalité » procèdent au contraire d'un effort plus ou moins réussi chaque fois pour sortir des cadres d'expression traditionnels, jugés trop limités. « Le problème

de l'action sociale n'est [...] qu'une des formes d'un problème plus général [...] qui est celui de l'expression humaine sous toutes ses formes ». Cette phrase du *Second manifeste*, décisive dans la détermination de la « position politique du surréalisme » et de son orientation révolutionnaire, ne l'est pas moins dans celle de son anticolonialisme, sauf bien sûr à ne vouloir y chercher qu'une « esthétique » ou un théâtre social, avec des postures et des rôles à « rejouer » (p. 398 et suiv.).

S. Leclercq n'est pas la première universitaire à prêter aux surréalistes, en bloc et sans analyse sérieuse des positions respectives de chacun de ces esprits libres, une idéalisation de « l'Autre », faisant du « Primitif » ou du « Colonisé » un stéréotype ou un mythe qu'ils auraient su opposer à ceux « de la France coloniale », tout en développant de leur côté un nouvel « orientalisme »^{2/}. A cette thèse simplificatrice qui circule depuis une trentaine d'années (tendant peut-être à créer « un mythe collectif propre à notre époque »), son livre ajoute des recherches précises sur l'influence des surréalistes dans la naissance de la recherche anthropologique et la constitution de collections d'arts dits « primitifs » en France. Tout en se targuant de son vaste Empire, ce pays avait particulièrement négligé l'ethnographie et l'ethnologie de ses colonies, au contraire de ses voisins et concurrents britanniques, allemands ou même belges^{3/}. Selon ce livre, le rôle joué alors par les surréalistes et leurs proches (tels Michel Leiris et Claude Lévi-Strauss) leur aurait conféré une influence « dispropor-

^{2/}S. Leclercq consacre peu de pages à ce qu'elle nomme « l'écriture orientaliste » des surréalistes, prolongement plus nuancé, mais guère mieux fondé, de la thèse insane de Jean-Claude Blachère (Lille III, 1987, éditée en 1996 sous le titre *Les Totems d'André Breton, Surréalisme et primitivisme littéraire*, L'Harmattan) prêtant à Breton une « poésie mimétique », imitant (!) les objets d'art sauvage de sa collection.

^{3/}Le transfert des collections du musée de l'Homme au nouveau musée du quai Branly a ainsi fait réapparaître en 2003 des objets qui n'avaient pas été déballés depuis leur entrée au musée du Trocadéro à la fin du XIX^e siècle.

LA RANÇON DU COLONIALISME

tionnée», sans qu'il soit clairement indiqué si cette « disproportion » est à rapporter à l'importance de leurs idées ou à celle de leur nombre. S'ils furent rarement plus d'une cinquantaine, ce qui était en effet très peu à l'échelle de l'Empire français, ils furent aussi à peu près les seuls à se soucier de ces sujets, jusqu'à en devenir des « connaisseurs », sinon des experts.

Un autre grief formulé dans l'ouvrage est celui de « l'appropriation surréaliste des « arts sauvages » », sujet déjà développé par S. Leclercq en 2006 dans un article au titre similaire. Cette « appropriation » se serait effectuée « sur le mode symbolique », mais les surréalistes n'auraient pas manqué d'en tirer également « des profits » par un commerce régulier d'objets. L'imputation, absurde et calomnieuse pour la plupart des surréalistes, ne vaut strictement que pour le « collectionneur » Tzara et le « courtier » Eluard, ainsi que les qualifiait récemment François Chapon ^{4/}. Cette « appropriation » et cette influence « disproportionnée » expliqueraient la « surreprésentation a posteriori » des surréalistes dans le domaine des arts aujourd'hui dénommés « premiers », sinon dans celui de l'anthropologie. Ainsi, les maîtres d'œuvre du musée du quai Branly, appuyés par des marchands et certains universitaires, ne se seraient pas eux-mêmes appropriés scandaleusement la référence au surréalisme comme couverture idéologique de leur entreprise néo-coloniale, il n'aurait fait que suivre le sens de l'histoire...

Ce n'est pas la thèse de S. Leclercq, mais ce qui découle malheureusement de sa démonstration, où percent par ailleurs de réels et sympathiques efforts de compréhension de l'anticolonialisme surréaliste (ainsi des pages qu'elle consacre aux analyses de Marx concernant les « pays récemment découverts », ou de sa prise de distance très nette à l'égard des positions de Jean Clair). Il n'est pas exclu que l'historienne, qui a travaillé jusqu'en 2009 au musée du quai Branly, y ait conçu quelque irritation pour la « surreprésentation » des références au surréalisme dans la politique de communication de cette institution, comme d'ailleurs dans celle des marchands d'art proposant des objets « premiers », qu'ils vendent d'autant mieux en leur attachant ce label. Si cette irritation, en tous points légitime dans la situation présente, mais totalement dénuée d'objet pour la période 1919-1962 au centre de l'ouvrage, est de nature à en expliquer l'optique souvent déformée, la lecture de ce livre d'histoire, utile par ses apports documentaires et ses extraits d'archives, nécessite en tout cas de nombreuses corrections de parallaxe.

^{4/} F. Chapon, ancien directeur de la bibliothèque Doucet, dans *Libération*, 30 décembre 2010.

LIVRES EN DÉBATS

Pierre Naville
La passion de l'avenir
Le dernier cahier
(1988-1993)*

Francis Sitel

« ÉTRANGE DESTINÉE de ce cahier... » Alors âgé de 84 ans, Pierre Naville écrit cette première phrase sur le cahier grand format vieux de deux siècles, choisi par un ancêtre pour y rédiger « Souvenirs et pensées » puis abandonné. Pierre Naville en fit son cahier de notes, auquel il confiera ses réflexions jusqu'au 22 janvier 1993, quelques semaines avant sa mort. A cette date il le rangea soigneusement dans sa bibliothèque entre deux livres d'art, dissimulé aux regards, et où il ne sera découvert que dix ans plus tard après le décès de son épouse Violette.

Aujourd'hui, la fidèle amitié de Maurice Nadeau nous offre la publication de ce dernier cahier. Modeste et belle revanche posthume pour Pierre Naville qui se plaint de ne pouvoir publier ses ouvrages: son livre sur Gorbatchev, ses *Pages choisies de Trotsky...* Réalité sévère dont témoigne l'existence d'au moins trois manuscrits jugés « inclassables », et les six volumes de 300 à 400 pages chacun, matériau d'un « projet autobiographique », confiés au Musée social. Maurice Nadeau le confirme: « Pierre Naville eut toujours du mal à intéresser les éditeurs qui, en général, décident selon col-

lections ou catégories », c'est-à-dire ce à quoi irréductiblement échappe l'étonnante originalité de la pensée foisonnante de Naville !

Ce carnet n'est certes pas un journal intime, puisque, pudique et secret, Naville répugnait à l'usage du « je »: « Ma répugnance à écrire « je » s'accroît. J'ai toujours pensé que mon sort personnel n'intéressait... personne. J'en conclusais que si j'écrivais, et même publiais, il ne fallait pas parler à la « première personne ». [...] De nos jours, le carnet de journal représente le pire aspect de ce je redoutable qui ne songe qu'à s'admirer dans le miroir du voisin. L'âge aidant, ce je me paraît de plus en plus répugnant, je m'efforce de le limiter à ce qui peut légitimer (expliquer) certaines de mes actions et de mes goûts dans la mesure où ils se concilient avec ce que j'observe fidèlement. » La seule intimité est celle d'une réflexion permanente, aux aguets de tous les remous du monde, inscrite dans une longue et profonde continuité de pensée. Michel Burnier et Véronique Nahoum-Grappe, responsables de cette édition, expliquent: « Il se dégage de ces incursions dans la littérature, la politique et les sciences, la nette sensation d'une immense soif de savoir alimentée par l'esprit critique et l'espoir du renouveau. »

La lecture de ce carnet, comme le disent justement les éditeurs, nous fait entrer avec lui en « une conversation serrée sur le présent ». Le présent de ces années est celui de la *Perestroïka*, le mouvement démocratique dans une Chine qui monte en puissance (« le vrai mystère, c'est la Chine ! », écrit-il), la gauche miterrandiste au pouvoir, le traité de

* Pierre Naville, *La passion de l'avenir. Le dernier cahier (1988-1993)*. Editions Maurice Nadeau, février 2010, 230 pages, 20 €.

LA PASSION DE L'AVENIR

Maastricht, la guerre du Golfe... Conversation avec un esprit sans cesse en travail, qui prolonge incessamment une réflexion labourant le siècle, mêlant la politique, l'histoire, la sociologie, l'art et le surréalisme, ouvrant toujours de nouveaux chantiers : « Je dois me mettre à cet EM III qui me permettra si mon temps dure quelque peu, de rédiger ce mélange de science et de poésie qui m'a toujours secoué »... Et l'on voit passer la grande ombre familière de Trotsky. Avec la correction des épreuves de sa Correspondance (« Souvenir vivant, émouvant dans son détail, que je publie comme témoignage. Mon action a été si méconnue, si dépréciée, si déformée, que j'ai estimé indispensable cette publication ») ; la déception récurrente de ne pouvoir éditer ses *Pages choisies de Trotsky* : « L'argument du directeur, c'est que T. ne sera pas assez à la mode pour que cela se vende » ; mais aussi une présence pour l'avenir : « La grande question, c'est maintenant de savoir ce que peut signifier une politique socialiste, tant dans l'Est qu'en Asie et en Europe. Je crois avoir soulevé tout ce qui est à examiner dans cette question, mais c'est à un niveau que refuse d'atteindre presque tout le monde (cf.. Le Nouveau Léviathan). Peut-être la restauration de Trotsky peut-elle y contribuer, à condition de sortir de l'Histoire à la façon des médiocres exégètes d'aujourd'hui. » Ce carnet en permanence scintille d'intelligence, celle d'une curiosité toujours en éveil, qui s'interroge sur la crise des partis politiques, la monnaie, la notion de crise, et toujours quant à ce qui est la grande question à ses yeux : l'évolution du sala-

riat... Au fil des pages également, l'évocation des amis qui disparaissent : Soupault, Leiris, CLR James... Ainsi que de surprenantes réflexions sur la vieillesse : « Mais pourquoi les anciens encore possesseurs de leurs facultés ne racontent-ils jamais leur vieillesse, telle qu'elle se déroule, plutôt que leur jeune âge, tant ils n'ont pourtant que des souvenirs douteux pulvérisés en petits faits guère significatifs ? Les jeunes gens pourraient être intéressés par des récits de vieillesse plus que les vieux ne s'intéressent à leur propre jeunesse... »

Bref, cet aimable ouvrage confirme qu'il reste beaucoup à découvrir de la pensée de Pierre Naville. Le carnet est accompagné, outre les présentations de Michel Burnier et Véronique Nahoum-Grappe, d'études de Maurice Nadeau, Roberto Massari, Michel Burnier, ainsi d'un tableau chronologique et de notes d'Alain Cuenot.

Les auteurs

Louis-Marie Barnier est syndicaliste et sociologue. Il a notamment publié dans *ContreTemps* (en collaboration avec Irène Juin et Christian Nguyen) « Crise et convergence des luttes. Réinventer le politique » (n° 7, juin 2010).

Daniel Bensaïd, professeur de philosophie à Paris VIII, a fondé et dirigé la revue *ContreTemps* jusqu'à son décès en janvier 2010. Il est l'auteur de nombreux ouvrages dont, le dernier paru, *Marx mode d'emploi*, en collaboration avec Charb (La Découverte).

Claudine Blasco et Jacqueline Penit-Soria sont militantes syndicales. Elles ont collaboré aux deux ouvrages publiés chez Fayard (collection Mille et une nuits) par la commission « Genre et mondialisation » d'Attac : *Quand les femmes se heurtent à la mondialisation* [2005] et *Mondialisation de la prostitution* [2008].

Yannick Bosc est docteur en histoire. Il est notamment l'auteur (avec Florence Gauthier et Sophie Wahnich) de *Robespierre, pour le bonheur et la liberté*, La fabrique, 2000.

Gilles Bounoure s'intéresse, dans une optique prolongeant dans la mesure du possible les engagements surréalistes, à des expressions artistiques diverses. Il a notamment collaboré à *Critique communiste*.

Jean-Michel Drevon est l'animateur du Collectif du Rhône « Faire entendre les exigences citoyennes sur les retraites ».

Isabelle Garo est philosophe, présidente de la Grande édition Marx/Engels (Géme). Elle a récemment publié *L'Idéologie ou la Pensée embarquée* (La Fabrique, 2009). Elle est co-directrice de *ContreTemps*.

Jean-Paul Gautier est historien, il a publié chez Syllepse *Les Extrêmes Droites en France : de la traversée du désert à l'ascension du Front national. 1945-2008*.

Michel Husson est économiste, auteur de nombreux ouvrages, dont aux éditions Page deux *Un Pur capitalisme*, et à La Découverte un ouvrage en cours de publication : *Critique de la marchandisation*.



Michaël Löwy est directeur de recherche émérite au CNRS. Il a publié récemment, avec Olivier Besancenot, *Che Guevara, une braise qui brûle encore* (Mille et une nuits, 2007) et, avec Erwan Dianteill, *Sociologies et Religion. Approches insolites* (PUF, 2009).

Angelo Rinaldi est écrivain et critique littéraire, prix Fémina 1971 pour *La Maison des Atalantes*, membre de l'Académie française. Un recueil de ses critiques littéraires a été récemment publié à La Découverte, sous le titre *Dans un état critique*.

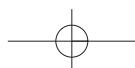
Pierre Salama est professeur émérite des universités, économiste et spécialiste renommé de l'Amérique latine, auteur de nombreux ouvrages, dont *Les Défis des inégalités. Une comparaison économique Amérique latine/Asie* (La Découverte).

Valentin Schaepelynck est membre du collectif « Zones d'attraction » et co-anime l'émission du même nom sur Radio libertaire.

Francis Sittel, après avoir été responsable de la revue *Critique communiste*, est un des directeurs de *ContreTemps*. Il a notamment publié dans le n° 5 de la revue « Sous le sarkozysme, la droite... » et dans le n° 7 « Retraites... La crise de plus ? »

Enzo Traverso est l'auteur de nombreux ouvrages sur l'histoire du xx^e siècle. Il vient de publier à La Découverte *L'Histoire comme champ de bataille. Interpréter les violences du xx^e siècle*.

Karel Yon est chercheur en science politique, spécialiste du syndicalisme. Il a récemment publié, avec Sophie Bérout, « Automne 2010 : anatomie d'un grand mouvement social » (site ContreTemps), « Et si le mouvement était déjà en train de rebondir ? » (site Mediapart).



Bulletin d'abonnement

Abonnez-vous à ContreTemps!

Pour faire vivre une revue qui n'a pas d'équivalent, une revue indépendante mais clairement engagée, qui assume sa radicalité et sa filiation communiste critique sans dogmatisme, une revue exigeante intellectuellement sans être académique... Abonnez-vous!

Les abonnements de soutien (à partir de 50 €) nous aideront à proposer un tarif réduit aux étudiant-e-s, chômeurs-ses et précaires.

Tarifs pour 1 an

(4 numéros de 160 pages vendus 12 € l'unité)

Abonnement en France : **40 €**

A partir du n° :

■ Etudiant-e - Chômeur-se - Précaire 33 €

■ Soutien à partir de 50 €

Abonnement Union Européenne : **45 €**

A partir du n° :

Abonnement hors Union Européenne : **60 €**

A partir du n° :

Nom: _____

Prénom: _____

Adresse: _____

E-mail: _____

Chèque à l'ordre de:

La discordance des temps

88, rue de Bagnole 75020 Paris.

Paiement possible par carte bancaire sur le site
la-breche.com

Correspondance : revue.contretemps@gmail.com